

Islamistes et lutte nationale palestinienne dans les territoires occupés par Israël

In: Revue française de science politique, 36e année, n°2, 1986. pp. 227-247.

Résumé

A la fin des années soixante-dix, l'OLP est devenue le symbole même de l'identité nationale palestinienne. Un mouvement islamiste apparaît pourtant dans les territoires occupés, faisant de l'islam une alternative idéologique, politique et militaire du modèle de lutte proposé par l'OLP. Ce courant préconise le renversement de tous les gouvernements arabes et l'instauration de régimes islamiques, prêts à détruire militairement Israël et le sionisme, instruments de l'Occident dans sa volonté de destruction de l'islam. Peu ou pas structuré, ce courant se fait connaître depuis 1979 par des scores honorables lors d'élections universitaires et par des coups de main spectaculaires contre la gauche palestinienne. En dépit d'un discours maximaliste contre Israël, la Jordanie et l'OLP, ce mouvement joue de l'ambiguïté dans tous ces domaines et s'inscrit dans le désarroi général du peuple palestinien.

Abstract

At the end of the 1970s, the PLO became the very symbol of Palestinian national identity. An Islamicist movement nevertheless appeared in the occupied territories, making Islam an ideological, political and military alternative to the model of struggle proposed by the PLO. This current advocates the overthrow of all the Arab governments and the installation of Islamic regimes, ready to destroy militarily Israel and Zionism, Western tools for the destruction of Islam. Little or not at all structured, this movement has been gaining ground since 1979, as shown by good scores in university elections and spectacular operations against the Palestinian left. In spite of a maximalist discourse against Israel, Jordan and the PLO, the movement plays on ambiguity in all these areas and is part of the general distress of the Palestinian people.

Citer ce document / Cite this document :

Legrain Jean-François. Islamistes et lutte nationale palestinienne dans les territoires occupés par Israël. In: Revue française de science politique, 36e année, n°2, 1986. pp. 227-247.

doi : 10.3406/rfsp.1986.394244

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp_0035-2950_1986_num_36_2_394244

ISLAMISTES ET LUTTE NATIONALE PALESTINIENNE DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS PAR ISRAËL¹

JEAN-FRANÇOIS LEGRAIN

VOICI dix-huit ans que la Cisjordanie, Jérusalem et la bande de Gaza connaissent l'occupation israélienne. Dans les premières années qui ont suivi la défaite arabe, l'OLP a su faire du nationalisme palestinien le fondement de la lutte armée et du combat politique tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des territoires occupés. Depuis lors, le peuple palestinien, dans sa très large majorité, a fait de l'OLP le symbole même de son identité, sans jamais renoncer, dans le même temps, à critiquer telle ou telle de ses prises de position. Le sentiment d'appartenance nationale semblait tellement prépondérant dans l'identité palestinienne que l'islam, un des piliers de cette identité, demeurait dans l'ombre, tant aux yeux des observateurs qu'à ceux des Palestiniens eux-mêmes ; l'ambiguïté du vocabulaire nationaliste palestinien, aux discrètes mais constantes références islamiques, pouvait sans doute gérer cette situation². Quand le monde arabe dans son ensemble s'est trouvé secoué, à la fin des années soixante-dix, par divers mouvements révolutionnaires à base islamique, on a pu croire la direction nationaliste palestinienne à l'abri de la contestation religieuse. La prépondérance de l'OLP, symbole même de l'arabisme des vingt dernières années, masquait la montée de certains courants qui faisaient de l'islam le principe de leur identité et de leur lutte. Aucune étude d'importance, ni des structures officielles de l'islam palestinien, ni de ses groupes activistes, n'a été menée à ce jour³. Depuis cinq ans pourtant, aucun tableau des forces politiques en présence dans les territoires occupés par Israël ne saurait être complet sans, au moins, la mention des groupes islamistes ; n'ayant pas réussi à percer véritablement au sein de la société palestinienne tout entière, les islamistes posent cependant ouvertement un certain nombre de questions cruciales qui n'ont, à ce jour, reçu de réponse adéquate, ni de la part des Arabes, ni de la part des musulmans, ni bien entendu de la part d'Israël.

1. Ce texte est une version révisée d'une communication faite lors d'un colloque organisé par CENTROPEP à Caracas, du 14 au 18 octobre 1985 ; cf. mon compte rendu, « Colloques internationaux et détournements d'universitaires », in *Esprit*, janvier 1986, p. 94-96.

2. Voir à ce propos Johnson (Nels), *Islam and the politics of meaning in Palestinian nationalism*, Londres, Kegan Paul International, 1982.

3. On trouvera seulement Kapeliouk (Amnon), « Le regain islamique chez les Arabes d'Israël et des territoires occupés », *Le Monde diplomatique*, août 1983 ; al-Ghazali (Saïd), « An introduction to islamic parties and programmes », *al-Fajr Weekly* (Jérusalem), 29 juin 1984 ; Fasheh (Munir), « Political islam in the West bank » *al-Fajr Weekly*, 26 mars 1982 et *Merip Report*, février 1982 ; Amr (Hassan), « Les barbus sont entrés dans la ville », *Autrement*, octobre 1983, p. 71-75, n° spécial sur Jérusalem.

LES STRUCTURES OFFICIELLES DE L'ISLAM

L'occupation israélienne de 1967 ouvre une nouvelle période durant laquelle le peuple musulman de Palestine se retrouve sous la domination de non-musulmans. Le 11 juillet 1967, le ministère israélien des Affaires religieuses informe les autorités musulmanes de Jérusalem-Est qu'en ce qui concerne le statut personnel la « cité réunifiée » obéirait dorénavant à la loi musulmane en vigueur en Israël¹. Placées sous gouvernement militaire, la Cisjordanie et la bande de Gaza continueraient à être soumises aux lois antérieures à l'occupation, sous réserve de modifications par décrets militaires. A Jérusalem, la proclamation israélienne ne connaîtra pas d'application. Le 24 juillet 1967, un Conseil suprême islamique se constitue en autorité qui « traitera de toutes les affaires musulmanes en Cisjordanie, y compris Jérusalem, et ce, jusqu'à la fin de l'occupation »². En conformité avec la loi jordanienne, il nomme un de ses membres *qâdî al-qudât* (juge suprême) de Cisjordanie et « investit la cour religieuse de Jérusalem de l'autorité du conseil des *waqf-s* (biens de mainmorte) et des affaires religieuses... ainsi que de celle du directeur général des *waqf-s* », toutes ces juridictions relevant des autorités jordaniennes.

Israël se refusera toujours tant à dissoudre le Conseil suprême qu'à l'investir d'une autorité légalement reconnue. En 1970, le gouvernement israélien a, par exemple, repoussé une proposition de son ministre des Affaires religieuses visant à créer à Jérusalem-Est une Cour de *charī'a* (loi religieuse) parallèle à celle du Conseil et de soumettre les habitants à la loi musulmane israélienne, tout particulièrement en ce qui concerne le mariage (la polygamie n'est pas acceptée en Israël). Le Conseil suprême a toujours refusé, de son côté, les diverses propositions israéliennes visant à l'intégrer tout en lui ménageant une certaine autonomie. Toléré par Israël mais sans existence légale reconnue, le Conseil mène ainsi ses activités en relation avec le ministère jordanien des Affaires religieuses. Les musulmans de Jérusalem-Est sont cependant contraints de faire valider leurs actes de mariage auprès du *qâdî* israélien d'Abou Ghosh et c'est la Cour de *charī'a* de Jaffa qui fait appliquer les décisions prises par la Cour de Jérusalem. Certaines modifications ont été toutefois apportées au code personnel. Une loi unique sur la succession, applicable

1. Eisenman (Robert), *Islamic law in Palestine and Israel*, Leiden, Brill, 1978 ; *al-Fajr Weekly*, 30 octobre 1981, 21 décembre 1984 et 13 septembre 1985. Après 1948, l'Etat d'Israël déclare les *waqf-s* « biens aux propriétaires absents » et les confisque ; quelques-uns sont ensuite rendus à des comités islamiques dirigés par des *qâdî-s* désignés par le ministère israélien des Affaires religieuses. Le droit personnel musulman hérité de l'Empire ottoman continue à être appliqué, sous l'autorité du *qâdî* de Haïfa, la nomination et la rétribution du personnel religieux relevant des autorités israéliennes. Depuis 1976, en marge de cet « islam officiel », un comité d'initiative islamique, dirigé par Fathi Fourani, lutte pour le recouvrement des *waqf-s* confisqués.

2. Cité par Benziman (Uzi), « Israeli policy in East Jerusalem after reunification », in Joell Kraemer (ed.), *Jerusalem, problems prospects*, New York, Praeger, 1980, p. 107. Il s'agit là d'une résurrection de Conseil suprême mis en place sous le mandat britannique.

à toutes les confessions, a été instaurée ; dans le domaine matrimonial, sans aller jusqu'à interdire la polygamie, la nouvelle législation interdit au musulman de divorcer et de prendre une nouvelle femme sans le consentement de son épouse. Pour la Cisjordanie, non annexée officiellement, la Cour de Jérusalem relevant des autorités jordaniennes de Amman a seule compétence¹.

L'APPARITION DES COURANTS ISLAMISTES

Vers la fin des années 1970, la conscience et l'activité musulmanes connaissent une nette progression dans la population palestinienne. La pratique de la prière se fait plus répandue, des jeunes se laissent pousser la barbe, le foulard, le manteau long et les gants reviennent à la mode.

LES ÉLECTIONS UNIVERSITAIRES

La première grande manifestation publique de ce renouveau islamique a lieu dans les universités. En novembre 1979, lors des élections au conseil des étudiants de Bir Zeit (Nord de Jérusalem), une liste religieuse emporte 43 % des suffrages face à une liste nationaliste unie. Paradoxalement, seule la liste religieuse comporte quelques chrétiens et adopte le slogan : « La mosquée et l'église contre les incroyants »². Ce n'est que l'année suivante qu'elle prend l'étiquette islamique ; son score atteindra désormais entre 25 et 35 % des voix exprimées. Les autres universités des territoires occupés connaissent le même raz-de-marée des listes islamiques. A l'Université Najah de Naplouse, le bloc islamique emporte la totalité des sièges du conseil étudiant, en 1980-1981. L'Université d'Hébron connaît elle aussi la victoire des islamistes. Seules les élections de 1982, menées dans le sursaut unitaire palestinien qui a fait suite à la guerre de Beyrouth et au départ de l'OLP de la capitale libanaise, donnent partout en Cisjordanie la victoire aux listes nationalistes. L'année suivante, le score des islamistes retrouve sa moyenne habituelle. Lors des dernières élections de décembre 1985, on observe un léger tassement du bloc islamique, tant à Bir Zeit où il obtient 27,3 % des voix (contre 31,3 % l'an dernier) qu'à Hébron où il perd la majorité absolue pour

1. *The West Bank and the rule of law*, International Commission of Jurists, Law in Service of the Man, s.d., p. 21-22 et correspondance avec Law in Service of the Man, (Ramallah), 15 décembre 1985 ; Meron (Yaacov), « The religious Courts in the administrated territories », in Shamgar (Meir) ed., *Military government in the territories administrated by Israel, 1967-1980, the legal aspects*, vol. 1, Université hébraïque de Jérusalem, 1982, p. 353-366. Sur la législation jordanienne des Affaires religieuses, voir Goichon (A.M.), *Jordanie réelle*, Utrecht, Desclée de Brouwer, 1967. Le cheik Sa'd al-Din al-Alamî occupe actuellement le poste de grand mufti, président du Conseil suprême, et le cheik Hasan Dahboub celui de directeur du département des *waqf-s*.

2. Interview anonyme d'un enseignant de Bir Zeit pour le Matzpen, *Nouvelles de l'intérieur* (Paris), 16, juillet 1980, p. 60-66.

passer à 43,2 %. L'Université islamique de Gaza, quant à elle, connaît, depuis sa fondation, un conseil des étudiants issu exclusivement du bloc islamique¹.

LES HEURTS AVEC LA GAUCHE

Fort de ses victoires électorales estudiantines, le courant islamiste s'est lancé dans la lutte contre la gauche nationaliste, tout particulièrement communiste. Depuis 1980, les territoires occupés ont connu une série de heurts violents à l'initiative des islamistes décidés à en découdre avec les membres des organismes dominés par les nationalistes de gauche, syndicats, conseils d'administration, groupes politiques, etc.

Le premier de ces combats et l'un des plus violents demeure la référence toujours citée dans les conversations. Du 7 au 9 janvier 1980, de véritables émeutes embrasent la ville de Gaza, prenant pour cible principale le siège du Croissant rouge dont le conseil d'administration vient de passer entre les mains de nationalistes de gauche ; un certain nombre de cafés et de cinémas sont dévastés sur le chemin de la foule en colère. La Jeunesse du combat musulman accuse dans un tract les communistes de Cisjordanie et de la bande de Gaza de « coopérer » afin de prendre « le contrôle des institutions nationales par la fourberie et le mensonge, avec un mépris affiché pour les valeurs de la foi islamique »². Le siège du Croissant rouge est saccagé puis incendié.

La lutte contre « la gauche infidèle » se poursuit en octobre de la même année quand les islamistes dispersent par la force un rassemblement tenu dans la mosquée d'el-Bireh à l'appel du Comité d'orientation nationale (pro-OLP) pour protester contre les conditions inhumaines de détention dans la prison israélienne du Néguev³.

En 1982, une longue lutte est engagée entre le syndicat des enseignants de l'Université Najah de Naplouse, dominé par le courant favorable à l'OLP, et le président du conseil d'administration, M. Hikmat al-Masri, industriel local connu pour ses liens avec la Jordanie. Une grève est déclenchée. Le conseil des étudiants, entièrement entre les mains du bloc islamique, se lance le 9 janvier dans une « chasse aux ennemis de Dieu ». L'un des animateurs du syndicat est défenestré et on relève une vingtaine d'autres blessés. Quelques jours plus tard, des bagarres entre islamistes et forces de gauche éclatent sur le campus de l'Université d'Hébron⁴.

1. Cf. ma « Chronologie palestinienne » dans chaque livraison de la *Revue d'études palestiniennes* et *al-Fajr Weekly*, 20 décembre 1985.

2. *Haaretz* (Tel Aviv), 24 janvier 1980, traduit in *Israleft* (Jérusalem), 163, 1^{er} février 1980 ; Haddad (Amos), « Le khomeinisme, version Gaza », *Haaretz*, 14 janvier 1980 et Rubinstein (Dany), « A Gaza d'abord », *Davar* (Tel Aviv), 18 janvier 1980, traduits in *Nouvelles de l'intérieur*, 14, février-mars 1980 ; Cohen (Shalom), « Khomeinism in Gaza », *New Outlook*, mars 1980, p. 6-9.

3. *Le Monde diplomatique*, août 1983.

4. Sur l'histoire du bloc islamique de Najah, voir « Fi-l-dhikrâ al-sâdis li tasîs al-kutla al-islâmiyya fi jâmi'at al-Najâh », *Filastîn al-muslima* (organe de la Ligue islamique de la jeunesse palestinienne dans le Royaume-Uni et en Irlande, Manchester), juin 1984, p. 19-21 ; *Libération*, 22 janvier 1982.

Un autre conflit syndical dégénère en 1983. Au mois de mai, l'administration de l'Université islamique de Gaza refuse de reconnaître le syndicat du personnel nouvellement créé à l'instigation des proches de l'OLP. Une grève est observée durant trois semaines. Le 31 mai, les islamistes, aidés des vigiles de l'université, attaquent les grévistes : on relève de nombreux blessés. Plusieurs bagarres toutes aussi violentes se déclarent les jours suivants. Le 4 juin, des islamistes de Gaza et d'Hébron se rendent à Bir Zeit ; se joignant à leurs collègues sur place, ils s'en prennent aux nationalistes qui commémorent l'anniversaire de la guerre de 1967 et de l'invasion du Liban en 1982. Le sang coule une fois de plus et une partie du campus est saccagée. Des slogans confessionnels sont lancés contre la direction chrétienne de l'université, jugée coupable, entre autres délits, d'avoir récemment toléré un concert rock sur le campus¹.

Le 19 février 1984, les islamistes de Najah attaquent les étudiants nationalistes qui commémorent le second anniversaire de la fondation du Parti communiste palestinien². Début septembre, l'agitation islamiste touche pour la première fois un camp de réfugiés quand un imam récemment nommé à Dayishé (près de Bethléem) s'en prend dans ses prêches aux nationalistes. Des bagarres font plusieurs blessés³.

LES ACTIVITÉS SOCIALES

Si la presse parle surtout des initiatives politiques des organisations islamiques, leurs activités religieuses et sociales demeurent primordiales. Fidèles à la « stratégie » traditionnelle des Frères musulmans, les islamistes palestiniens ont su pénétrer et structurer la vie quotidienne des gens, tout particulièrement dans leurs fiefs universitaires, mêlant activités sociales, prédication et réforme morale. Les têtes de chapitres du compte rendu d'activités du Bloc islamique de l'Université Najah donnent un aperçu de cette activité omniprésente des islamistes :

1. « Constitution de la personnalité islamique » (détournement d'un bon nombre d'étudiants des idées non musulmanes, progression de la pratique de la prière et du respect des règles morales)
2. « Création d'une mosquée »
3. « Répartition des bourses et des aides »
4. « Diffusion de livres »
5. « Amélioration des moyens de transports »
6. « Organisation de fêtes religieuses »
7. « Organisation d'expositions »

1. *al-Fajr Weekly*, 10 juin 1983 ; témoignage de Cossali in Graham-Brown (Sarah), *Education, repression and liberation : Palestinians*, Londres, World University Service, 1984, p. 89-90 ; les documents des islamistes sont reproduits in *Filastîn al-muslima*, septembre 1983, p. 30-33 et novembre 1983, p. 8-12. Absentes de tous les opuscules consultés et de nos interviews, des dénonciations à caractère confessionnel se trouvent cependant dans certains tracts estudiantins.

2. Cf. ma « Chronologie palestinienne » (citée) à la date indiquée.

3. *Ibid.*

8. « Activités culturelles, conférences, clubs, etc. »
9. « Aide au logement des étudiants »
10. « Assurance maladie »
11. « Organisation de la cérémonie de remise des diplômes »
12. « Acquisition d'une machine à photocopier »
13. « Travail social dans les camps de réfugiés »
14. « Organisation d'activités sportives »¹.

« GÉOGRAPHIE » DES DIVERSES ORGANISATIONS

Il est très difficile de se faire une idée exacte du degré d'organisation et de la carte des courants islamistes en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. L'occupation israélienne renforce la clandestinité habituelle de ce genre de mouvements. Dans les conversations avec les islamistes comme avec les autorités musulmanes officielles, l'argument de l'unité de l'islam et de la communauté des croyants est sans cesse avancé : il ne saurait exister d'organisations islamiques spécifiques au sein de la *umma* (communauté musulmane)². Les nationalistes, quant à eux, ne connaissent qu'un seul substantif pour désigner les activistes religieux, « les Frères ». Les tracts et opuscules qui circulent dans le pays portent, quant à eux, de multiples signatures : Organisation de la main musulmane³, Groupes du Jihâd et Jeunesses musulmanes⁴, Mouvement islamique du Jihâd⁵, etc. Dans la bande de Gaza, durant le seul mois de janvier 1980, opèrent une Jeunesse du combat musulman⁶, un mouvement de La réforme de l'Islam (en relation avec la Jordanie et l'Irak) ainsi qu'un Hizb-Allâh (Parti de Dieu), récemment créé dans les prisons de Gaza pour soutenir la révolution iranienne⁷.

ASSOCIATION DES FRÈRES MUSULMANS

Il paraît vraisemblable que l'organisation la plus importante sinon en membres actifs du moins en sympathisants est celle des Frères musulmans⁸. Fondée en Egypte par Hassan al-Banna en 1928, l'association

1. *Filastîn al-muslima*, juin 1984. Voir à ce sujet les développements de Gilles Kepel, à propos du cas égyptien, in *Le Prophète et Pharaon, Les mouvements islamistes dans l'Egypte contemporaine*, Paris, La Découverte, 1984.

2. Interviews menées en juin 1983 des cheiks Sa'd al-Dîn al-'Alamî et Hasan Dahboub.

3. *Le Monde diplomatique*, août 1983 ; cette organisation est inconnue de Bassâm Jarrâr. Interviewé en février 1985, Bassâm Jarrâr est connu en Cisjordanie comme l'un des intellectuels du mouvement islamiste. Il se présente lui-même comme intellectuel musulman et refuse de s'assimiler à tel ou tel groupe.

4. Carré (Olivier), Michaud (Gérard), *Les Frères musulmans*, Paris, Julliard/Gallimard, 1983, p. 208 et suiv.

5. Cattani (Nicole), *Le renouveau islamiste et ses implications stratégiques*, Paris, INSED, Université Paris I, 1985.

6. *Haaretz*, 24 janvier 1980.

7. Shalom Cohen, « Khomeinism in Gaza », art. cité.

8. Bassâm Jarrâr et Zuhayr Dib'i (interviewé en février 1985 ; imam à Naplouse et journaliste au *Fajr*), *al-Fajr Weekly*, 29 juin 1984.

prend officiellement pied sur les rives du Jourdain à partir de 1946 avec la création d'une cellule à Jérusalem, encouragée par Jamâl al-Hussaynî, président du Conseil islamique suprême en l'absence de Hâjj Amîn exilé. D'autres cellules sont créées peu après à Jaffa, Lydda, Haïfa, Naplouse et Tulkarem. La présence des Frères dans le corps égyptien de volontaires durant la guerre de 1948 est à l'origine de l'implantation de l'association à Hébron puis à Bethléem. Si plusieurs cellules sont désorganisées dans l'Israël de 1948, l'association crée de nouveaux groupes un peu partout dans les villages et les camps de Cisjordanie et de Transjordanie. Encouragée par la famille royale hachémite, décidée à combattre les nassériens et les communistes, l'organisation échappe à l'interdiction de tous les partis en 1957 et poursuit ses activités sous la dénomination officielle de société de bienfaisance. Après 1967, les Frères demeurent silencieux dans les territoires occupés à un point tel que, selon Zuhayr Dib'î, imam à Naplouse, on pouvait dire au milieu des années 1970 que l'association appartenait au passé. Vers la fin des années 1970 cependant, elle réapparaît tout à coup et propose avec fracas l'islam comme alternative aux diverses idéologies nationalistes. Selon Bassâm Jarrâr, connu pour être l'un des intellectuels du courant islamiste, et Zuhayr Dib'î, l'association ne posséderait plus de structures organisées mais fonctionnerait sur le mode d'une communauté de pensée et de pratiques, dans le cadre de petits groupuscules épars¹.

PARTI DE LA LIBÉRATION ISLAMIQUE

Créé en 1952 par le cheik palestinien Taqî al-Dîn al-Nabhânî, le Parti de la libération islamique (*Hizb al-Tahrîr al-Islâmî*) a, selon toute vraisemblance, pratiquement cessé ses activités dans les territoires occupés après 1967. Selon les principes de ce mouvement, en dehors de l'Etat, il n'y a pas de communauté islamique. Le retour de l'islam passe par la restauration du califat. Cette tâche est exclusivement politique et seul un parti politique peut la mener à bien. La création d'un Etat islamique passe par trois étapes. La première consiste à prêcher en secret les principes de l'islam aux cadres du parti. Les principes sont répandus, dans un deuxième temps, au sein de la société. La phase finale survient, enfin, lorsque les membres du parti au sein de l'armée et de l'administration sont appelés à prendre le pouvoir. Considérant les habitants des

1. Cohen (Amnon), *Political parties in the West Bank under the Jordanian regime, 1949-1967*, Ithaca, Cornell University Press, 1982, p. 114-208 ; Meyer (Thomas), « The military force of Islam : the Society of the Muslim Brothers and the Palestine question, 1945-1948 », in Kedourie (Elie) ed., *Zionism and arabism in Palestine and Israel*, Londres, Cass, 1982, p. 100-117 ; Mitchell (Richard), *The Society of the Muslim Brothers*, Londres, Oxford University Press, 1969, p. 55-58 ; 'Abd al-Halim (Mahmûd), *al-Ikhwân al-muslimûm, ahdâth san'at al-târikh*, Alexandrie, Dâr al-da'wa, tome 1, 1983, p. 409-435 ; *al-Qânûm al-asaî li jam'iyyat al-ikhwân al-muslimîn fi Filastîn*, Jérusalem, 1949. Jusqu'en 1953, l'association est dirigée dans le royaume hachémite par 'Abd al-Laîf Abou Qura ; en 1953, 'Abd al-Rahmân Khalifa devient contrôleur général et asseoit l'organisation de l'association. A partir de 1963, c'est Yûsuf al-'Azm qui dirige l'association.

territoires occupés comme prisonniers, le parti a jugé que cette dernière étape ne pouvait être atteinte et a décidé de geler ses activités en attendant la libération¹. Selon d'autres sources, ses activités seraient maintenues mais extrêmement réduites².

AL-JIHÂD (LE COMBAT SACRÉ DANS LA VOIE DE DIEU)

L'organisation al-Jihâd serait, elle aussi, présente dans les territoires occupés. La revue *al-Nûr*, publiée pendant quelque temps par l'Organisation de la jeunesse musulmane de Jérusalem, aurait été son porte-parole. Le soutien à l'expérience iranienne la caractériserait. Dans les faits, l'organisation, si organisation il y a, semble pourtant s'abstenir de l'utilisation de la violence afin de renverser les autorités occupantes³.

AL-TAKFÎR WA-L-HIJRA

L'organisation al-Takfir wa-l-Hijra semble se limiter à quelques membres dans la bande de Gaza. L'un d'eux aurait profité de son incarcération en 1983 pour écrire un ouvrage sur son mouvement⁴. Le 10 septembre 1984, le tribunal militaire de Ramallah a prononcé deux condamnations pour appartenance à cette organisation.

AL-TABLÎGH WA-L-DA'WA

D'autres mouvements islamiques actifs sont connus dans les territoires occupés, sans relever directement de la mouvance islamiste. Le premier d'entre eux, qui viendrait juste après l'association des Frères musulmans en importance numérique, serait le mouvement al-Tablîgh wa-l-Da'wa. Son centre situé près de Ramallah entretient des liens avec le Pakistan et l'Inde, berceau du mouvement. Ses adeptes mènent une vie de piété et s'abstiennent de toute activité politique. Ils se font surtout connaître par leurs prédications régulières dans les mosquées et les lieux publics⁵. Dans le domaine de la piété musulmane, il faut aussi citer l'existence de cercles soufis, animés par tel ou tel cheik dans quelques mosquées palestiniennes.

1. *al-Fajr Weekly*, 29 juin 1984.

2. Bassâm Jarrâr ; Nicole Cattan, *Le renouveau islamiste...*, *op. cit.*. Cf. « Note sur l'idéologie du parti de la libération islamique », *Soual* (Paris), 5, avril 1985, p. 18-24 ; Bizir Bawad (Dalal), *Introduction à l'étude des mouvements islamistes sunnites au Liban*, thèse de doctorat d'État, Paris, Ecole des hautes études en sciences sociales, 1984, p. 185-220.

3. Sur al-Jihâd et al-Takfir, voir Gilles Kepel, *Le Prophète et Pharaon*, *op. cit.*

4. *al-Fajr Weekly*, 29 juin 1984.

5. Bassâm Jarrâr. Les textes de base de ce mouvement fondé en Inde par Mawlana Muhammad Ilyas (1885-1944) sont accessibles en français, in Zachariyah (Mawlana), *Les enseignements de l'islam*, Centre islamique de la Réunion, s.d.

IDÉOLOGIE DES COURANTS ISLAMISTES

Une sorte de langue commune islamiste quant au problème palestinien se dégage des brochures, tracts et entretiens que nous avons pu rassembler, même si quelques divergences peuvent apparaître sur tel ou tel point entre les diverses mouvances. Cette *koinè* s'articule autour des quelques notions fondamentales qui suivent.

PALESTINE, TERRE MUSULMANE

« Nous sommes une nation musulmane et notre terre est une terre sainte islamique (*al-Ard al-Muqaddasa*)¹. Conquise par les Compagnons du Prophète, la Palestine appartient de droit et pour toujours au Dâr al-islâm (domaine de l'islam), et c'est un devoir pour la communauté musulmane tout entière d'anéantir la domination usurpatrice de non-musulmans. Première et dernière *qibla* (direction de la prière), terre des prophètes, Jérusalem, dans le prestige, vient immédiatement après la Mecque et Médine. La sourate « al-Isrâ » (n° 17) fréquemment citée raconte comment le Prophète est emmené de nuit depuis la « mosquée sacrée » de la Mecque jusqu'à la « Mosquée très éloignée (*al-Aqçâ*) » d'où s'élançait Burâq, emmenant Muhammad jusqu'au plus haut des cieux².

VÉRITÉ MUSULMANE CONTRE MENSONGE JUIF

Dans son opuscule, *al-Islâm wa-l-Qadiyya al-Filastîniyya*, Ahmad Sâdiq affirme qu'

« Israël est une amplification du combat entre la vérité (*haqq*) et le mensonge (*al-bâtil*) dans la vie de l'homme, en ce qu'il incarne le rêve religieux falsifié d'un Etat, patrie (*watan*) du peuple de Dieu élu, distingué dans l'humanité, portant son regard sur le monde tel le maître sur son esclave et son serviteur. Il constitue en fin de compte le summum de la lutte dirigée contre l'islam, islam qui, quant à lui, respecte l'homme, tous les hommes, leur donnant une valeur toute particulière venue directement de Dieu »³.

1. Amîn al-Khazindar (fils du dignitaire religieux de Gaza assassiné en 1979 pour avoir soutenu les accords de Camp David). Amîn est un islamiste qui a passé plusieurs années en prison, *New Outlook*, mars 1980, p. 8.

2. Sur la *qibla*, Coran, 2, 142-145 ; sur l'*isrâ* (Voyage nocturne) et le *mî'râj* (Ascension), Coran, 17, 1. La littérature sur la place de Jérusalem dans l'islam est nombreuse. Signalons Chabib (Nabil), *Fî qadiyyat Filastîn, al-haqq wa-l-bâtil*, Aachen al-markaz al-islâmi, Ittihâd al-Talaba al-muslimîn fi Europa, 1978 tout spécialement tome 1, chap. 1, « al-*haqq* al-Dîni al-tâkhîrî », p. 15-40. Plusieurs ouvrages sur la Palestine sont publiés par ce centre dirigé par 'Içâm al-'Attâr, guide suprême des Frères musulmans syriens. Voir aussi 'Abd al-Karîm al-Khatîb, *Qadiyya Filastîn. râ'yy al-Islâm fihâ wa mawqif al-muslimîn minhâ*, Le Caire, Dâr al-Fikr al-'Arabî, mai 1967. En langue française, voir la production de Henry Cattan.

3. Anonyme, *al-Islâm wa-l-Qadiyya al-Filastîniyya*, s.l., s.d., 12 p., circule à Jérusalem vers 1983. Une adaptation française tronquée est publiée dans *al-Muntaka* (Paris), hiver 1985, p. 1-16, sous le titre « La Palestine à l'heure de l'islam » ; le nom de l'auteur figure ici : Ahmad Sâdiq. Nous suivons l'original arabe, p. 8.

ISLAM, REMPART CONTRE L'AGRESSION OCCIDENTALE

« Au 19^e siècle, l'Occident a entrepris de se mouvoir en direction du monde musulman (*al-watan al-islâmî*) afin de l'exploiter, poussé par ses pulsions d'une sensibilité croisée non éteinte et par des facteurs économiques et politiques que déterminait la nature du capitalisme montant de l'époque. Il a remarqué que seul le rempart islamique constituait l'obstacle qui lui faisait face ; c'est alors qu'il a planifié sa destruction » (opuscule cité, p. 4). Sa première grande victoire a été de venir à bout de l'unité de l'Empire ottoman, détruisant ainsi le « grandiose édifice islamique lequel s'était maintenu durant plus de 14 siècles, fondé sur la voie de Dieu et sa religion et ce, malgré toutes les déviations qui sont apparues en son sein » (*ibid.*, p. 4).

ISRAËL, INSTRUMENT DE L'OCCIDENT DANS SA DESTRUCTION DE L'ISLAM

« Point d'appui de l'agression occidentale et l'instrument de sa continuité » (*ibid.*, p. 8) dans la région, Israël s'attaque à l'islam par de multiples côtés. Israël représente tout d'abord « la concrétisation du rêve juif d'édification d'un Etat juif s'étendant du Nil à l'Euphrate et dont l'hégémonie sera mondiale » (*ibid.*, p. 7). « Israël œuvre ouvertement à l'émergence de schismes (*al-Furûqât al-Madhabiyya*) tout autour de lui » par une politique de tentative de constitution dans la région de micro-Etats « confessionnels (*tâifiyya*), comme un Etat maronite, un Etat kurde, un Etat alaouite et druze et ainsi de suite », (*ibid.*, p. 8).

Le projet sioniste s'attache aussi à « la persécution des musulmans où qu'ils soient... en Erythrée, aux Philippines, en Thaïlande, en Inde, en Afrique, etc. » et entretient des liens très serrés avec « le grand Satan et les Etats racistes d'Afrique et d'ailleurs » (le texte fait ensuite allusion au rôle d'Israël dans la lutte contre l'Iran et le Liban) (*ibid.*, p. 8). Israël constitue « un gardien des intérêts de l'arrogance mondiale ; sur lui repose le grand Satan... ». Il est aussi « l'instrument de perpétuation de la paupérisation des déshérités et du bien-être des arrogants » (*ibid.*, p. 9).

« La culture qu'Israël tente de diffuser parmi les fils de la *umma* islamique, tant en Palestine qu'à l'extérieur, constitue l'un des instruments essentiels d'occidentalisation et de destruction de l'appartenance islamique. Le sexe, la liberté sans discipline, la perte des valeurs liées à la religion, la destruction de la famille, l'exaspération du conflit entre les générations, la dévotion pour l'expérimentation sociale, etc., tout cela ne fait que mener à la spoliation (*isilâb*) culturelle, à la désintégration (*tahattum*) de l'identité musulmane et à la constitution d'une identité occidentalisée, porteuse de l'acceptation de la colonisation » (*ibid.*, p. 8-9).

Dans leur opuscule *al-Qadiyya al-Filastîniyya...*, 'Izz al-Dîn al-Fâris et Ahmad Sâdiq considèrent que le nationalisme, (*al-qawmiyya*), vise à la destruction de la patrie islamique (*al-watan al-islâmî*)¹. Etant parvenu à acclimater ce concept dans l'empire ottoman, l'Occident a réussi à semer les divisions. « Le royaume arabe qu'a voulu la première génération des nationalistes arabes n'était qu'une régression à partir de l'État islamique étendu et parfait vers une multiplicité de nationalismes » (opuscule cité, p. 7). L'unité islamique détruite, l'Occident a pu alors parachever son œuvre de colonisation. Cette idée nationale, ce sont « les gros propriétaires terriens » et « les notables » qui l'ont adoptée afin de réaliser au mieux leurs intérêts. En s'alliant avec la Grande-Bretagne, ils ont ensuite séparé le combat contre l'Occident de celui dirigé contre le sionisme. Ils ont ainsi occulté l'essence du sionisme pour asseoir leurs intérêts dans la région (*ibid.*, p. 7 et suiv.).

Bassâm Jarrâr condamne lui aussi les forces qui ont mené à l'éclatement de l'Empire ottoman. Mais dans l'étape actuelle de reconstruction de l'unité de la *umma*, son analyse du nationalisme n'est pas aussi simple. Certes, le nationalisme doit être rejeté s'il conduit à créer un obstacle sur la voie de cette unité. Il doit être soutenu, en revanche, s'il peut constituer une étape intermédiaire. « Plus le croyant aime ses proches et sa patrie (son *watan*), plus il s'approche de l'islam, c'est une chose naturelle (*fitrî*) », affirme-t-il en ajoutant : « Je suis musulman palestinien, c'est dans le cadre de l'islam que je pense les peuples (*al-chu'ûb*) ».

NON-REPRÉSENTATIVITÉ DE L'OLP

Pour Bassâm Jarrâr, les régimes arabes sont tous illégitimes, issus de coups d'États ou d'élections truquées. La décision du sommet de Rabat de 1974 faisant de l'OLP l'unique représentant légitime du peuple palestinien ne saurait donc avoir de valeur. Dispersée dans de nombreux pays arabes depuis Beyrouth, l'OLP se trouve dans un tel état de faiblesse qu'elle ne peut que se soumettre aux dictats des régimes arabes dont le seul but est d'enlever les armes des mains des combattants. Il rejette donc l'OLP en tant qu'organisation politique, accordant son soutien aux seuls combattants.

La cause palestinienne concerne l'ensemble de la *umma* et ne saurait être confisquée ni par les Arabes, ni par les Palestiniens et encore moins par certains Palestiniens. Le commandement politique de l'OLP, tout en prétendant se présenter comme un front uni à l'extérieur, œuvre déli-

1. 'Izz al-Din al-Fâris et Ahmad Sâdiq, *al-Qadiyya al-Filastîniyya, hiyya al-qadiyya al-markaziyya i-l-harakat al-islâmiyya*, Markaz Abhâth al-Mukhtâr al-Islâmî, 16 p. Cet opuscule circule à Jérusalem vers 1983-1984. Une autre édition, anonyme celle-là, circule à Jérusalem durant l'été 1985 sous le titre *al-Qadiyya al-Filâstîniyya min manzûr islâmî*, s.l., s.d., 32 p. C'est à cette édition que nous nous référons.

bérament à la division à l'intérieur. Travaillé par les courants marxistes arabes et par les Palestiniens de Habache, de Hawatmeh et du Parti communiste, le commandement politique de l'OLP s'est transformé en un instrument de négation de l'islam.

FATH, ESPOIR DÉÇU

« Le Fath n'est pas né de combats et de conflits partisans à la manière du mouvement des nationalisations arabes, du parti Baas et des courants chrétiens, marxistes et autres... Le Fath n'est pas plus le résultat d'ingérences des régimes arabes et de leurs tentatives de maîtrise de la carte palestinienne, loin de toute préoccupation de libération et de retour... Le Fath n'est pas issu d'un mélange de pensée marxiste et nationaliste. »

« Modèle réduit du peuple palestinien tant de l'intérieur que de l'extérieur, (le Fath) a son secret dans son point de départ islamique et dans la confiance accordée par certains de ses dirigeants à l'islam, à son patrimoine (*turâth*), à ses valeurs, à sa morale, à ses normes ainsi que sur leur appel aux énergies de mobilisation des masses grâce aux versets du Coran, aux *hadîth* (traditions) du Prophète, aux obligations du *jihâd*, de la ligue armée (*al-marâbita*) et du combat (*al-qitâl*) »,

affirme un petit opuscule anonyme consacré à l'histoire du mouvement, *al-Mâsâ al-Filastîniyya, Fath*¹.

La rupture entre forces islamiques et Fath, survenue entre 1973 et 1975, période qualifiée de « montée de l'étoile de la gauche », est issue de l'alliance avec la gauche libanaise ainsi que de l'afflux de marxistes palestiniens (opuscule cité, p. 19-24). Suite à l'entrée en scène des pays producteurs de pétrole, et sous la pression de l'URSS, du Parti communiste palestinien, des organisations marxistes et de la « gauche du Fath », on assiste à la montée de « l'aile modérée (*mu'tadil*) du Fath et de la tendance de gauche moscovite en son sein » (*ibid.* p. 20). La direction du Fath abandonne alors sa souveraineté nationale depuis le Jourdain jusqu'à la mer pour adopter la position « progressiste de gauche » de l'établissement d'un Etat palestinien « sur toute partie libérée ». C'est le moment, selon le texte, où les « maladies » de la gauche atteignent les cadres du Fath même ceux connus auparavant pour leurs liens avec l'islam.

La guerre au Liban redonne audience à Arafat et au courant musulman nationaliste (*wataniyya*), soutien qui se traduit lors des élections municipales en Cisjordanie par la victoire des nationalistes. Arafat était redevenu le symbole du combat (*al-qitâl*) palestinien tandis que la gauche palestinienne alliée de Moscou et de Damas avait abandonné le combat (*ibid.*, p. 23).

1. Dafâtir islâmiyya, n° 2, s.l., août 1983, 30 p. L'opuscule circule à Jérusalem en août 1983.

Au début des années 1980 malheureusement, « ses dirigeants, hier musulmans, sont devenus des politiciens professionnels, des maîtres (*zu'âmât*) et des notabilités (*wujâhât*) en quête d'honneurs et de gloire », tout cela venant « de l'atmosphère arabe, atmosphère de dégringolade, d'effondrement et de chute dans l'alliance américano-saoudo-israélienne » (*ibid.*, p. 27). La gauche elle aussi en assume la responsabilité, qu'il s'agisse de la Russie, de la Syrie, de l'Irak et de la Libye ou encore de ses alliés (*ibid.*, p. 28).

Suite à la « razzia croisée des juifs et des maronites haineux », une « décision arabo-américaine » conduit au départ de « la révolution palestinienne de Beyrouth », départ salué aussi par l'URSS et auquel se soumet le commandement politique du Fath. Ce départ signifie « le début de la fin de toute solution d'équilibre à l'intérieur du Fath » ; il marque aussi l'affaiblissement de « la révolution militaire et populaire » (*ibid.*, p. 28). Les dirigeants de l'OLP ne sont plus que des numéros parmi d'autres. Tous les pays musulmans ont abandonné la révolution palestinienne dont le dernier allié est l'Iran.

Le texte appelle donc à la constitution d'un « nouveau commandement fondé sur l'islam, l'islam des masses et des déshérités, l'islam du Prophète et de ses compagnons qui ont combattu dans le *jihâd* » (*ibid.*, p. 26).

LES COMMUNISTES, PREMIERS ENNEMIS DE L'ISLAM

Issus de la communauté musulmane, les communistes palestiniens servent la cause de l'Occident, d'où l'importance de leur péché. Ils ont abandonné le concept islamique d'unité et adopté celui de lutte des classes, symbole des antagonismes qui constituent l'essence de la société occidentale athée. « Les communistes palestiniens rêvent de résoudre le conflit (israélo-palestinien) en unifiant les travailleurs palestiniens et israéliens sous la faucille et le marteau rouges. Aussi ne prennent-ils pas le fusil. Nous ne croyons quant à nous qu'à l'épée », proclame Amîn al-Khazindar.

Antithèses du musulman, les communistes sont les alliés d'Israël dans sa destruction de la religion. Un tract, signé de l'Association islamique et distribué à Bir Zeit en mars 1981, précise que lors de la mise à sac du Croissant rouge de Gaza, en janvier 1980, les musulmans « ont trouvé des livres athées et communistes, invitant à rejoindre le parti (communiste) israélien Rakah. Au premier étage, ils ont trouvé du vin et des jeux de hasard. Il ne fait pas de doute que les sionistes ont intérêt à répandre la corruption et qu'ils utilisent pour cela les communistes »¹. Une telle alliance n'est d'ailleurs pas nouvelle puisque les communistes, avec l'URSS, ont soutenu le projet sioniste dès ses origines et approuvé la création de l'Etat d'Israël².

1. Cité in Luizard (Pierre-Jean), *Les idées des Frères musulmans au Moyen-Orient arabe d'après leurs publications*, mémoire de DEA, Université Paris IV, 1982, p. 69.

2. Voir, par exemple, 'Abir Sulaymân al-Machukhî, *Haqîqat al-mawâqif al-chuyû'iyya min-al-qadiyyat al-filastîniyya*, Jordanie, Maktabat al-manâr, al-Zarqâ', 1984, 70 p.

TOUTE LA PALESTINE, PAS SEULEMENT LA CISJORDANIE ET GAZA

L'Etat d'Israël ne saurait jouir d'aucune légitimité. « Aucun compromis avec les Israéliens », affirme Amîn al-Khazindar. « Pour le moment, nous acceptons des solutions partielles, mais nous agissons selon le proverbe arabe qui dit : " Prends et demande encore " ».

« La création d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza fait partie de nos droits, affirme Bassâm Jarrâr ; elle ne peut mener cependant à la reconnaissance de la légitimité d'Israël. C'est peut-être là notre plus grande divergence avec l'OLP. »

LES ARMES EN PALESTINE OU LA RÉVOLUTION DANS LE MONDE ARABE ?

« Nous ne croyons que dans l'épée », proclame Amîn al-Khazindar. Bassâm Jarrâr se contente, quant à lui, de soutenir les combattants, sans exprimer aussi clairement le choix des armes. La puissance israélienne est actuellement telle qu'elle rend quasiment impossible la lutte armée dans les territoires occupés. La volonté de compromis affichée par les gouvernements illégitimes des peuples musulmans empêche pour le moment la destruction d'Israël exigée par la foi musulmane. Il convient donc d'encourager ces peuples à renverser leurs gouvernements afin de rétablir l'islam et ses exigences à leur place légitime. Alors seulement une guerre victorieuse face au sionisme et à l'Occident sera possible.

LA RÉVOLTE D'AL-QASSÂM. PARADIGME DE LA LUTTE ACTUELLE

'Izz al-Dîn al-Qassâm et son mouvement populaire de *jihâd* des années 1930 fournissent le modèle de la lutte telle que l'entendent les islamistes palestiniens. Pour al-Fâris et Sâdiq, al-Qassâm a été le seul à comprendre l'essence du conflit de Palestine, lutte entre Occident et islam. Contre les notables alliés de la Grande-Bretagne et préoccupés de rivalités interfamiliales, contre les monarchies arabes, contre le sionisme et leur soutien britannique, le cheik a su mobiliser les masses populaires musulmanes et les lancer dans le *jihâd*. Dans leur engouement pour la révolution islamique d'Iran, les deux auteurs comparent même la lutte de Qassâm à celle de l'imam Hussein à Kerbela (*al-Qadiyya al-Fillastîniyya...*, p. 16).

Telles sont les grandes lignes de cette langue commune des islamistes, qui semble ignorer tout projet détaillé d'Etat et de société à instaurer, une fois résolue la question israélienne. L'appel incantatoire à un prétendu « régime islamique » semble suffire. La conclusion de l'opuscule d'Ahmad Sâdiq résume bien l'analyse islamiste de la question palestinienne.

« – Le problème essentiel est celui de l'agression historique dirigée contre l'islam.

– Israël est le centre actuel de cette agression ; il est en même temps le noyau du grand projet juif.

– Le principal instrument de l'agression occidentale et juive est la réalité de divisions, conséquence de l'éloignement de l'islam.

En conséquence, la solution adéquate à la crise de notre époque dans son ensemble et dont l'essence se trouve en Palestine consiste à fonder un " front islamique unifié " entre tous les islamistes (*islâmiyyîn*) du monde...

Ce front islamique unifié est le seul instrument de lutte capable d'unifier la *umma*, de mettre fin à la division, de faire face à l'agression globale contre l'islam et la *umma* en menant une guerre (*harb*) totale contre l'Occident, ses instruments, ses représentants et ses centres en Israël.

Que le feu béni de l'islam s'allume en direction de Jérusalem ; qu'à partir de là, le visage du monde soit changé ; qu'à partir de là, l'histoire s'éveille en faveur de la grandiose montée de l'islam et en faveur des déshérités du monde entier.

" C'est lui qui a envoyé son Prophète avec la direction et la religion de la vérité pour la faire prévaloir sur toute autre religion en dépit des polythéistes " (Coran 9,33) » (*ibid.*, p. 17).

PROPOSITION D'INTERPRÉTATION

En l'absence de données statistiques et d'études précises sur les allégeances politiques, il est évidemment difficile de se rendre exactement compte de l'impact des idées islamistes sur la population des territoires occupés, demeurée largement favorable à l'OLP. Le score important établi lors d'élections universitaires ne peut évidemment pas être retenu comme significatif de la société dans son ensemble ; à Gaza cependant, les émeutes de janvier 1980 ont rassemblé plusieurs centaines de personnes, débordant ainsi le cadre universitaire. On remarque que la capacité de séduction du mouvement islamiste varie selon le degré d'union ou de désunion des rangs nationalistes proches de l'OLP. L'échec des listes islamiques lors des élections universitaires de 1982 montre que, à l'issue d'une lutte armée dans laquelle toutes les factions de l'OLP se sont retrouvées solidaires, l'OLP redevient le symbole privilégié de l'identité palestinienne ; le courant islamiste ne rassemble alors que ses partisans les plus convaincus. Les débats politiques et les divisions partisans au sein de l'OLP conduiraient au contraire au repli sur l'identité religieuse. L'émergence du courant islamiste semblerait ainsi répondre à l'exaspération d'une population sous occupation, désespérant de l'efficacité de la politique de ses représentants reconnus par la majorité.

PHÉNOMÈNE ÉTUDIANT

Le mouvement islamiste dans les territoires occupés se présente avant tout comme une protestation populiste d'une jeunesse dotée d'un niveau

d'éducation relativement élevé mais dépourvue de tout espoir d'intégration sociale. Il semble recruter la majorité de ses partisans parmi les jeunes étudiants, conscients que rares parmi eux seront ceux qui obtiendront un emploi correspondant à leur niveau de qualification. Diplômés, ils se retrouveront simples employés ou contraints de s'exiler vers le Golfe en quête d'un emploi de plus en plus difficile à obtenir¹. Israël se trouve certes désigné comme premier responsable d'une telle situation mais aussi les Etats arabes, à la solidarité jugée trop défailante.

La démocratisation de l'enseignement supérieur (cinq universités palestiniennes ont été créées dans les territoires occupés depuis 1967) peut aussi expliquer cet attrait pour le bloc islamique. Les universités recrutent de nombreux étudiants venus des campagnes où traditionnellement l'allégeance religieuse demeure la plus forte.

PHÉNOMÈNE CULTUREL

Le mouvement islamiste profite aussi d'une situation d'appel généralisé à la religion. Dans les trop rares études qui ont été faites sur les allégeances idéologiques de la population des territoires occupés, l'extrême popularité des thèmes religieux traditionnels a été mise en évidence. Dans une enquête menée auprès des professions libérales, à Jénine, Tulkarem et Naplouse, entre 1971 et 1973, 55 % des personnes interrogées souhaitent que l'Etat accroisse le rôle de la religion dans la vie sociale et que les autorités civiles, par exemple, mettent en état d'arrestation les musulmans coupables d'avoir rompu publiquement le jeûne de Ramadan, déniaient ainsi à l'islam son rôle de garant de la cohésion sociale². La même enquête montrait que l'islam demeure le cadre de référence fondamental, culturel et historique, fournissant à la société son identité et ses symboles. Pour 76 % des personnes interrogées, l'âge d'or de leur histoire est celui des origines de l'islam. La religion musulmane est aussi considérée comme source des lois morales qui doivent réguler les relations mutuelles au sein de la vie sociale. En basant leur discours sur la religion, les islamistes ne font ainsi que remettre en honneur l'une des références sinon la référence fondamentale de l'identité populaire.

La répression israélienne à l'encontre de toute forme d'expression politique et sociale, ainsi que la censure ont fait de la mosquée le dernier lieu public qui ne soit pas systématiquement fermé. Les attaques d'extrémistes juifs contre les lieux saints musulmans n'ont fait que renforcer l'attachement aux mosquées, symboles par excellence de l'identité religieuse et sociale.

1. Sur les aspects économiques, voir les rapports du Bureau international du travail.

2. Rekhess (Elie), « Attitudes towards Islam. Findings of a field-study among the professional elite in the West Bank », in Stein (Gustav), Steinbach (Ugo) ed, *The contemporary Middle Eastern scene*, Opladen, Leske und Budrich, 1979, p. 133-137 ; voir aussi Weaver (Thomas), Gillespie (David), Al-Jarbawi (Ali), « What Palestinians believe », *Journal of Palestine Studies*, 55, printemps 1985, p. 110-126.

PHÉNOMÈNE NOUVEAU

Le mouvement islamiste palestinien, tout en se réclamant d'un long héritage du passé, se présente pourtant comme un mouvement neuf, en ce sens qu'il n'émerge ni des milieux religieux traditionnels ni des cadres officiels de l'islam, même s'il bénéficie de leur complicité dans certains cas. Le vocabulaire employé dans les textes que nous avons étudiés n'a pas grand chose à voir avec celui de la tradition islamique. Si le terme *jihâd*, par exemple, est bien employé (terme échappant de toute façon depuis longtemps au simple emploi religieux), *qitâl*, *thawra* (révolution) et *çirâ'* (lutte) sont autant utilisés. *al-Watan al-islâmî* est constamment préféré à *Dâr al-islâm*. En outre, non seulement ces textes sont totalement dépourvus de toute exégèse coranique élaborée, mais rares sont mêmes les simples citations coraniques, et inexistantes celles du *hadîth*. Si ces textes appellent à l'instauration d'un Etat islamique et à l'islamisation de la société, ils n'offrent aucun détail sur ces sujets. En quatre années de parution, *Filastîn al-muslima* n'a jamais consacré un seul article à la piété ou aux sciences coraniques. Le vocabulaire de ces textes tient plutôt de la langue tiers-mondiste moderne, sa seule spécificité résidant dans l'adhésion globale et a priori au modèle islamique, jamais explicité. Il s'agit bel et bien de gens élevés dans le système moderne d'éducation, bercés par le discours politique arabe mais refusant sa référence nationale au profit d'une référence religieuse.

DÉSARROI ET DÉCEPTION

Cette revendication d'une identité islamique, fondatrice d'action politique, n'est pas propre aux territoires occupés mais s'observe dans la majeure partie du monde musulman. Elle ne peut être analysée qu'en termes de « mouvement social ». A travers la colonisation puis la décolonisation et les indépendances, le monde musulman a connu de multiples échecs des modèles politiques, sociaux et économiques modernes, tant communistes que capitalistes. Les populations ébranlées semblent alors s'être repliées sur ce qui leur paraît constituer la meilleure garantie de stabilité idéologique et de cohésion sociale, leur culture profonde à connotation essentiellement religieuse. Se réappropriant la langue vraie du peuple, de jeunes intellectuels font de l'islam un instrument de contestation de la légitimité de l'Etat et des pouvoirs en place, perçus comme de simples rouages d'un ordre mondial foncièrement inégalitaire et mis en place par l'Occident¹.

Dès la fin des années cinquante, à Gaza et dans la diaspora, un processus s'enclenche de prise de conscience d'une identité palestinienne.

1. Cf. mon article, « Autour de quelques idéologies musulmanes contemporaines », in *Nouveaux visages de l'islam chez les Maghrébins en France*, Paris, 1983, p. 27-39 (ronéo.) ; Boulares (Habib), *L'islam, la peur et l'espérance*, Paris, J.-C. Lattès, 1983 ; Achghi (Leïli), « La culture islamique, arme du peuple dans la révolution iranienne », *Peuples méditerranéens*, 10, janvier 1980, p. 3-18 et suiv.

L'effondrement des armées arabes en 1967 et l'occupation du restant de la Palestine n'ont fait qu'accélérer ce processus. La politique israélienne d'expropriation de terres et de colonisation, d'exploitation économique de la main-d'œuvre palestinienne « dépayannée » et de répression, ajoutée aux massacres de Septembre noir, a conduit au renforcement de la conscience nationale palestinienne. Le courant nationaliste favorable à l'OLP l'emporte désormais dans les territoires occupés et parvient à se constituer, en 1973, en Front national palestinien qui emporte plus tard les élections municipales. Les courants favorables à la Jordanie, bien que bénéficiant encore de positions favorables au sein de la société, perdent cependant de l'influence, influence qu'ils parviennent à retrouver en période de crise de l'OLP.

Si la lutte armée demeure l'un des principes fondamentaux de la révolution palestinienne, Israël parvient à l'enrayer en quelques mois en Cisjordanie et en quelques années dans la bande de Gaza. La résistance passive, *al-çumûd*, prend le relais à l'intérieur des territoires occupés. Les décisions palestiniennes de 1974 conduisent, quant à elles, à l'acceptation d'un règlement politique de la question palestinienne. Si cette ligne politique de la direction de l'OLP ne débouche pas sur des résultats positifs tangibles, elle ne conduit pas pour autant à l'émergence d'un fort courant de collaborateurs avec les autorités israéliennes ; l'échec des liges de villages est patent. Des luttes cependant mettent aux prises les courants favorables à la Jordanie et ceux proches de l'OLP. Les critiques menées par la « dissidence » du Fath liée à la Syrie obtiennent un certain écho, quoique limité¹.

Le déclenchement de la révolution islamique en Syrie et la victoire de celle d'Iran ont servi chez certains Palestiniens de révélateur à l'impasse politique dans laquelle se trouvait l'OLP à la fin des années soixante-dix et aux risques suscités par le quasi-abandon de la lutte armée contre l'Etat d'Israël. L'islam est alors brandi comme alternative idéologique, politique et militaire au modèle de lutte préconisé par l'OLP. Il s'agit bel et bien d'un projet révolutionnaire à connotation millénariste, les islamistes faisant de l'incapacité de l'OLP et du monde arabe à résoudre la question palestinienne une conséquence logique de la mise en œuvre de leurs principes mêmes. Toute légitimité leur est déniée ; il s'agit alors de renverser l'ordre établi et de mettre en place un nouvel ordre, islamique celui-là. Révolutionnaire et millénariste, le projet islamiste tarde cependant à passer à l'acte en ce qui vise la destruction d'Israël. Pire, ses combats sont dirigés quasi exclusivement contre la gauche favorable à l'OLP, au profit tant d'Israël que de la Jordanie, et ce, malgré les antagonismes idéologiques. Tout en prétendant se situer délibérément en dehors du jeu politique habituel qu'ils condamnent globalement, les islamistes, minoritaires en dernier ressort, semblent, dans la réalité, ne pouvoir que servir au coup par coup telle ou telle partie dans le conflit.

1. Cf. ma conférence donnée au CIRPES (Paris), mai 1984, « L'impact de l'occupation israélienne sur la population palestinienne », repris in *Pour la Palestine*, 3^e trimestre 1984.

N'appartenant pas aux cercles religieux traditionnels, les islamistes se distinguent des cadres officiels de l'islam sur la question des allégeances politiques. Relevant du ministère jordanien des Affaires religieuses, le Conseil suprême et la direction des *waqf-s* sont l'un des principaux garants des intérêts hachémites dans les territoires occupés ; des sommes considérables transitent par leur intermédiaire, destinées au financement d'écoles, d'hôpitaux et de mosquées. Si l'association des Frères musulmans a bénéficié jusqu'en décembre 1985 d'une large tolérance en Jordanie, parvenant même à contrôler certains ministères, c'était en échange de son allégeance au régime hachémite. La publication en mai 1985 par l'association d'une dénonciation implicite des efforts de paix négociée entrepris par le roi Hussein et les nécessités d'un rapprochement avec la Syrie ont conduit les autorités jordaniennes à prendre leurs distances et à dénoncer, le 10 novembre dernier, les « arrivistes qui utilisent les principes de la religion à des fins politiques ». Publics et véhéments depuis beaucoup plus longtemps dans les territoires occupés, les appels au renversement des régimes arabes et à l'établissement d'États islamiques ne pouvaient donc qu'être rejetés par les autorités musulmanes officielles.

Une sorte d'alliance de fait existe pourtant depuis plusieurs années entre les milieux islamistes et ceux qui sont connus pour être favorables à la Jordanie. Le bloc islamique, tant à Najah qu'à Gaza, a pris fait et cause pour les administrations pro-jordaniennes face aux syndicats dominés par les nationalistes favorables à l'OLP. De la même manière, suite aux événements de l'été 1983 à Bir Zeit, le grand mufti, chargé d'enquêter sur les responsabilités, acquitte les islamistes, à la stupéfaction de la majorité des institutions palestiniennes. Malgré les divergences fondamentales quant à l'appréhension générale de la situation, une sorte d'alliance tactique a donc fonctionné entre l'establishment religieux et les activistes, avec le consentement, semble-t-il, des autorités de Amman. Les tout derniers événements sembleraient conforter cette thèse. En s'associant à la condamnation des courants religieux politisés prononcée par le roi Hussein en novembre, la haute administration musulmane de Jérusalem ne fait qu'agir en conformité avec son allégeance traditionnelle. Dans le même temps, en réinstaurant dans sa stricte application la censure des prêches de tout le personnel religieux des territoires occupés, elle reconnaît, d'une certaine manière, la pénétration des idées islamistes en son sein¹.

1. *al-Fajr Weekly*, 29 novembre 1985. Curieusement, la condamnation jordanienne des prêches politisés est dénoncée dans l'éditorial (« Politique et religion inséparables ») de cet hebdomadaire de Jérusalem-Est, connu pour ses positions favorables à l'OLP (et, selon certains, repris en main récemment par les arafatistes).

ISLAMISTES ET ISRAËL

L'ambiguïté préside également aux relations entre les islamistes et les autorités d'occupation. Malgré leurs discours, ô combien !, radicaux face à Israël, celui-ci les fait bénéficier d'une certaine impunité. A Gaza, par exemple, lors des événements de janvier 1980, l'armée israélienne, si prompt habituellement à réprimer le moindre incident, n'intervient qu'une heure et demie après le début des émeutes. En juin 1983, des cars entiers d'islamistes rejoignent Bir Zeit depuis Gaza et Hébron, sans rencontrer le moindre barrage militaire. Certains ont pu avancer l'hypothèse d'une alliance conclue entre l'occupant et les islamistes contre l'OLP. Aucune preuve cependant ne peut être fournie. Il semble plus plausible de voir une non-intervention israélienne fondée sur la satisfaction face à la montée des divisions internes au peuple palestinien, la tolérance s'arrêtant à la limite des opérations armées contre l'Etat.

Quelques condamnations de tribunaux militaires ont été prononcées en 1984 sur la base de l'appartenance à des « organisations visant à la destruction de l'Etat d'Israël et à l'instauration d'un Etat islamique ». Le nombre de ces condamnations n'a, cependant, rien à voir avec celui des emprisonnements pour appartenance à l'OLP. Aucun détail n'est fourni jusqu'à maintenant par l'administration militaire israélienne mais il demeure improbable que ces quelques condamnations marquent un changement radical dans la pratique islamiste et son passage réel à la lutte armée.

ISLAMISTES ET OLP

Une certaine ambiguïté peut aussi caractériser les relations entre les islamistes et certains courants de l'OLP. Nous avons pu voir les nuances apportées dans la critique islamiste du Mouvement national palestinien. Les courants marxistes et la volonté de négociation constituent les cibles principales. Le Fath bénéficie d'un traitement particulier et échappe à la condamnation pure et simple. Les constantes ambivalences de son discours favorisent certaines convergences. Si les partisans du Fath à l'extérieur insistent plutôt sur l'accord jordano-palestinien et la volonté de trouver une solution négociée au conflit, ils maintiennent cependant leurs appels à la lutte armée. Ce discours est repris et amplifié par beaucoup à l'intérieur, réticents pour certains à tout accord avec le roi Hussein (l'ère d'administration jordanienne et Septembre noir ne sont pas oubliés). De telles convergences (au moins au niveau des personnes sinon des appareils), et une volonté commune de lutter contre la gauche, peuvent parfois engendrer quelques rapprochements (lors d'élections syndicales à Jérusalem-Est, par exemple). L'alliance passée entre Yasser Arafat et le Mouvement d'unification islamique du cheik Sa'ïd Cha'bân de Tripoli ressortit sans doute à la tactique antisyrilienne mais peut-être aussi et plus profondément à une certaine connivence due à de communes origines.

Au vu de ces ambiguïtés multiples, il semble permis de penser que le phénomène islamiste, comme les nombreuses contradictions de l'OLP empêtrées dans ses discours et ses pratiques éclatés, témoignent de l'immense désarroi d'une population déracinée et asservie depuis trop longtemps. Les difficultés endurées par les Palestiniens conduiraient ainsi chacun à faire feu de tout bois pour la simple survie, au risque même de se détruire dans l'errance idéologique et pratique. La majeure partie de la contestation de la (ou des) politique(s) d'Arafat se maintient cependant dans le cadre habituel du débat palestinien, et le recrutement des islamistes dans les territoires occupés semble avoir atteint un palier. Il n'en reste pas moins que la question de la lutte armée posée par les islamistes et celle de l'échec des ouvertures diplomatiques de la direction de l'OLP demeurent dépourvues de réponses positives et qu'une telle situation ne peut qu'engendrer violence et radicalisme.

RÉSUMÉ DE L'ARTICLE/ABSTRACT

ISLAMISTES ET LUTTE NATIONALE PALESTINIENNE DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS PAR ISRAËL

JEAN-FRANÇOIS LEGRAIN

A la fin des années soixante-dix, l'OLP est devenue le symbole même de l'identité nationale palestinienne. Un mouvement islamiste apparaît pourtant dans les territoires occupés, faisant de l'islam une alternative idéologique, politique et militaire du modèle de lutte proposé par l'OLP. Ce courant préconise le renversement de tous les gouvernements arabes et l'instauration de régimes islamiques, prêts à détruire militairement Israël et le sionisme, instruments de l'Occident dans sa volonté de destruction de l'islam. Peu ou pas structuré, ce courant se fait connaître depuis 1979 par des scores honorables lors d'élections universitaires et par des coups de main spectaculaires contre la gauche palestinienne. En dépit d'un discours maximaliste contre Israël, la Jordanie et l'OLP, ce mouvement joue de l'ambiguïté dans tous ces domaines et s'inscrit dans le désarroi général du peuple palestinien.

ISLAMICISTS AND THE NATIONAL PALESTINIAN STRUGGLE IN THE ISRAEL-OCCUPIED TERRITORIES

JEAN-FRANÇOIS LEGRAIN

At the end of the 1970s, the PLO became the very symbol of Palestinian national identity. An Islamicist movement nevertheless appeared in the occupied territories, making Islam an ideological, political and military alternative to the model of struggle proposed by the PLO. This current advocates the overthrow of all the Arab governments and the installation of Islamic regimes, ready to destroy militarily Israel and Zionism, Western tools for the destruction of Islam. Little or not at all structured, this movement has been gaining ground since 1979, as shown by good scores in university elections and spectacular operations against the Palestinian left. In spite of a maximalist discourse against Israel, Jordan and the PLO, the movement plays on ambiguity in all these areas and is part of the general distress of the Palestinian people.